



La BCE devra agir pour redresser l'inflation...

N° 300

Semaine du 30 Novembre au 04 Décembre 2015

A l'issue de la réunion de politique monétaire d'octobre, Mario Draghi avait gagné du temps en expliquant que la mise à jour, en décembre, des prévisions de croissance et d'inflation serait le point culminant d'une réflexion visant à définir s'il est nécessaire pour la banque centrale d'en faire plus pour ramener l'inflation sur une trajectoire conforme à la cible de 2%. La publication du taux d'inflation en zone euro pour le mois de novembre est la dernière donnée clé nécessaire à la BCE pour prendre sa décision : il s'établit pour le mois de Novembre en léger repli à 0,1% en glissement annuel contre 0,2% attendu, alors que l'inflation « core » est de 0,9% contre 1,1% attendu. De ce fait, la banque centrale agira dès ce jeudi 3 décembre pour maintenir sous pression les taux souverains et l'euro pour aider la reprise économique.

Aux Etats-Unis, l'industrie reste en souffrance du fait de l'appréciation du dollar et de la chute des cours du pétrole. L'enquête auprès des PDG montre une prudence grandissante qui se reflète à travers la faiblesse des investissements. Si la croissance résistera grâce à la consommation et l'immobilier, la Fed devra se montrer très prudente dans son resserrement monétaire.

Entre les BRICS, le fossé semble se creuser irrémédiablement et parler d'une dynamique commune est aujourd'hui impossible :

En Chine, le secteur manufacturier souffre toujours alors que la transition du modèle de croissance se poursuit, ce qui se reflète sur la bonne tenue des indices PMI des services qui s'inscrivent en hausse en novembre. Cette volonté de réforme a été récompensée par l'intégration du yuan au panier de devises qui compose les droits de tirages spéciaux du FMI.

Au Brésil, la descente aux enfers se poursuit alors que la chute du PIB au 3ème trimestre a été encore plus brutale qu'attendu. Alors que le resserrement monétaire se poursuit sans empêcher la hausse de l'inflation, la récession devrait s'aggraver. La seule issue possible réside dans une réponse politique forte mais cette dernière nous semble improbable à court terme.

Tandis que la Chine ralentit en douceur, l'Inde reste dans une dynamique favorable avec une accélération de la croissance à 7,4% au 3ème trimestre.

En Russie, le point bas semble avoir été atteint. Le rythme de croissance remonte progressivement et l'indice PMI se stabilise autour de 50.

Dans ce contexte, la baisse du pétrole et plus généralement des matières premières a accentué les pressions baissières sur les taux d'inflation et le ralentissement des économies émergentes a fragilisé la reprise européenne. Devant la matérialisation de ces facteurs de risque, Mario Draghi n'aura d'autre choix que d'agir. Cette question est aussi un enjeu majeur en termes d'arbitrage entre les classes d'actifs, et en particulier pour la classe « actions » qui a été portée récemment par ces anticipations (en parallèle de la pression à la baisse sur les taux des obligations de la zone euro ; et sur la parité de l'euro).